

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/2 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.2.51705

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

sivement celles de l'État« waren (S. 505). Angesichts der modernen Strukturgeschichte wird man diese Behauptung zwar generell hinterfragen, doch ist es richtig, daß sich bislang kein Medienforscher um Louis XIII gekümmert hat. Mit der Begründung, daß »images et pamphlets [...] les médias du temps« seien, die schnellstens zum »objet d'étude« werden müssen, ist die Quellenbasis umrissen, auf der Hélène Duccini aufbaut. Was sie von ihrer Analyse erwartet, faßt die Autorin wie folgt zusammen: »Ces sources sont des miroirs que nous tendent ceux qui les ont commandés pour informer et surtout pour convaincre leurs contemporains« (letzte Zitate: S. 512).

Grundlage dieses bisher niemals ausgewerteten Quellenbestandes sind 3417 »libellés du règne de Louis XIII« und Tausende von »images«, die sich allesamt in der Bibliothèque nationale (Catalogue de l'histoire de France sous Louis XIII, cote Lb³⁶ 1–3417) befinden. Ausgewertet wurden außerdem Pamphlete zu zeitlich benachbarten Ereignissen. Aus diesen erstmals erschlossenen Materialien ergibt sich ein völlig neues Bild des Königs: »Enfin, ›roi de guerre‹ Louis XIII a constamment cherché la paix, à l'intérieur comme à l'extérieur« (S. 511). An anderer Stelle wird der Autorin sogar bescheinigt, »une histoire inédite du règne de Louis XIII« verfaßt zu haben. In der Tat zeichnet die Autorin aufgrund der bisher unbearbeiteten Quellen ein sehr lebendiges Bild: »Cette reconstitution de la préhistoire de la vie politique à partir des textes et des images qui ont contribué à forger l'opinion publique permet de saisir sur le vif les conflits et les violences qui ont accompagné la ›fabrication‹ de l'État absolu« (4. Umschlagseite).

Damit sich die Leser mit dem neuen Quellenfundus vertraut machen können, beginnt das Buch mit einem einführenden Kapitel (Image et pamphlets sur la place publique, S. 17–69). Eine neuere Definition von Littré, daß die pamphletartigen Druckerzeugnisse ein »petit livre de peu de pages« seien, gilt auch für das frühe 17. Jh. Mit aller historischen Akribie und vielen Diagrammen führt die Autorin den Leser durch die wenig bekannten Quellen, die teilweise nicht ohne literarische Züge sind.

Sehr ausführlich werden die frühen Herrschaftsjahre des Königs behandelt. Offenkundig lag es nicht an den Quellen, daß das achte und letzte Kapitel etwas dürftiger ausgefallen ist (1630–1643, S. 448–504). Das Werk endet mit einer lesenswerten »Conclusion« (S.505–512). Den Anhang eröffnen eine »Bibliographie« (S. 515–523), ein Personenregister (S. 525–530) und eine sehr willkommene »Table des illustrations«, die alle 178 im Band abgedruckten Pamphlete und Bilder, aber auch einige graphische Darstellungen verzeichnet. Daß ältere Rezensenten den Anhang nur mit einer Lupe lesen können, ist wohl der Sparsamkeit des Verlages zu danken, der aber für einen preiswerten Buchpreis sorgte. Wer immer sich für Louis XIII interessiert, wird von diesem Buch zweifellos profitieren.

Ilja MIECK, Berlin

Holger MANNIGEL, Wallenstein in Weimar, Wien und Berlin. Das Urteil über Albrecht von Wallenstein in der deutschen Historiographie von Friedrich von Schiller bis Leopold Ranke, Husum (Matthiesen) 2003, 623 p. (Historische Studien, 474), ISBN 3-7868-1474-0, EUR 79,00.

La mort de Wallenstein fut après un bref soulagement général l'objet d'une campagne de presse dirigée contre le comportement attribué par les protestants à Ferdinand II et à son entourage. La cour de Vienne eut du mal, pour justifier son attitude, à trouver les preuves d'un complot qu'aurait monté le défunt généralissime. L'historiographie officielle de la cour de Vienne (p. ex. les »Annales Ferdinandei« du comte Khevenhüller) adopta sans hésiter la thèse du complot. En revanche une génération plus tard, le luthérien Samuel Pufendorf mit en doute cette thèse tout en insistant sur les services que Wallenstein avait rendus à l'Empereur. Ainsi l'affaire Wallenstein demeurait très politisée et devait le rester

fort longtemps. Le sujet devint au cours des deux derniers siècles un des plus controversés de l'histoire allemande (cela fait penser à de nombreux aspects de la Révolution française) mais aussi l'un des plus passionnés de sorte que la bibliographie compte entre 1500 et 2000 ouvrages répertoriés.

Pour la période la plus récente, la biographie de Golo Mann, la thèse de Christophe Kampmann ainsi que le travaux des historiens tchèques Joseph Polisensky et Joseph Kollmann montrent qu'en Bohême comme en Allemagne le personnage de Wallenstein fascine toujours les historiens comme le public cultivé. Dans cet ouvrage, Holger Mannigell limite son propos à l'historiographie qui va de »l'histoire de la guerre de Trente Ans«, publiée par Schiller en 1791–1793 à l'histoire de Wallenstein publiée en 1869 par Ranke. Le choix se justifie parfaitement par le fait que Schiller apportait une méthode et des vues nouvelles sur le sujet, tandis que Ranke essaya d'apaiser les passions en appliquant à ce sujet délicat la méthode qui l'a placé au premier rang de l'historiographie européenne.

Schiller (p. 29–85) s'inscrit en faux contre la théorie du complot parce qu'il n'a pas trouvé de preuve décisive dans les archives et il faut insister sur cette intuition géniale. Son Histoire de la guerre de Trente Ans n'est pas seulement le travail préparatoire sur lequel reposent ses drames, mais il montre chez Albert de Wallenstein un homme qui après 1630, voudrait trouver une issue pacifique au conflit. Schiller d'autre part s'abstient de toute attitude moralisatrice, de tout jugement de valeur et en cela il fait figure de génial précurseur.

La période romantique n'en voit pas moins naître une controverse de grande ampleur entre Friedrich Förster et le comte Majlath (p. 153–204). Förster, qui était un libéral, fut le premier vrai défenseur de la mémoire de Wallenstein et son œuvre importante était une attaque dirigée contre la maison d'Autriche: il contestait l'authenticité des documents sur lesquels se fondèrent les accusations contre Wallenstein. Celui-ci aurait été la victime de l'absolutisme et du catholicisme de Ferdinand II. Förster éclaire d'un jour nouveau les négociations des années 1632–1633, mais il est aussi critique à l'égard de son personnage auquel il reproche en particulier sa conversion au catholicisme. En s'appuyant sur la découverte de nouveaux documents (les papiers du prêtre irlandais Taaffe), Majlath reprend la thèse traditionnelle de la trahison de Wallenstein. Majlath est lui-même un historien hongrois catholique, favorable à la maison d'Autriche. Il laisse la responsabilité du meurtre de Wallenstein à Butler et il insiste sur le caractère doux et pacifique de Ferdinand II.

Parmi les historiens »grands allemands«, catholiques et conservateurs, il faut placer Friedrich Hurter qui avec ses ouvrages »Zur Geschichte Wallensteins« (1855) et »Wallenstein's vier letzte Lebensjahre« (1862) écrit une histoire engagée, où les droits légitimes du souverain sont sacrés. Pasteur luthérien originaire de Schaffhouse en Suisse, il vint s'installer à Vienne en 1845. Metternich le nomma conseiller aulique (*Hofrat*) et le chargea d'écrire une histoire de Ferdinand II, mais les travaux de Hurter ne furent publiés qu'à l'époque du néo-absolutisme. Hurter était persuadé que Wallenstein, avec ses tendances à l'autonomie complète par rapport à la cour de Vienne, a pas fait plus de tort à Ferdinand II qu'il n'a contribué à le soutenir. Il veut montrer, comme le Bavaois Aretin, que Wallenstein fut le mauvais génie de Ferdinand II et il s'appuie sur les découvertes de l'historien saxon Helbig dans les archives de Dresde. Hurter présente Wallenstein comme un machiavelliste dès le premier généralat.

L'historiographie bavaroise, très critique elle aussi, a fait de Wallenstein le mauvais génie des Habsbourg ou à tout le moins un génie sans conscience morale. Ils s'appuyaient sur les documents des archives de Munich, en particulier sur les relations des capucins qu'Aretin a mises en valeur. Ils lui reprochaient d'avoir détruit l'alliance entre Maximilien de Bavière et Ferdinand II afin d'établir son pouvoir personnel sur l'Allemagne du Nord.

C'est finalement Leopold von Ranke qui, avec sa »Geschichte Wallenteins« a, en 1869, ouvert une fois de plus la voie à l'historiographie moderne de Wallenstein. En effet Ranke ne réduit pas la biographie de Wallenstein à un procès où l'historien serait soit l'avocat soit

le procureur du duc de Friedland. Il le montre au milieu des conflits des années 1620 et pense qu'il aurait peut-être pu les résoudre, mais le premier généralat a fait naufrage à la diète électorale de Ratisbonne de 1630 devant l'opposition irréductible des États de l'Empire. Durant le second généralat, Wallenstein est entré en conflit avec les forces de la Contre-Réforme, que ce soit à Vienne ou à Madrid. Son dessein de réaliser ses plans malgré toutes ces oppositions fut le résultat des circonstances et ne doit pas être attribué à un plan machiavélique. Ranke prête d'ailleurs à Wallenstein l'intention de se faire attribuer la dignité électorale du Palatin, provisoirement conférée au duc de Bavière; ainsi son pouvoir dans l'Empire aurait été perennisé. En conséquence l'image d'un traître psychopathe est occultée pour faire place à un Wallenstein idéaliste qui ouvre la voie aux interprétations de Srbik et de Golo Mann.

Le travail de Holger Mannigel est le résultat d'un travail gigantesque sur les historiens allemands du XIX^e siècle. Il est impressionnant par la richesse de la documentation et par la sûreté de jugement de l'auteur. C'est un ouvrage structuré, bien écrit, dont les jugements sont équilibrés et nous ne pouvons que recommander aux lecteurs français fascinés par la figure du duc de Friedland, de se plonger dans la lecture d'un livre à la fois savant et passionnant.

Jean BÉRENGER, Paris

Philip MANSEL, *Dressed to rule. Royal and court costume from Louis XIV to Elizabeth II*, New Haven, London (Yale University Press) 2005, XVII–237 S., ISBN 0-300-10697-1, GBP 19,95.

Wann und wo soll man eine politische Geschichte der Kleidung beginnen lassen? Bei Philippe de Commines, der in seinen Memoiren vom Kampf zwischen dem erbärmlich angezogenen Ludwig XI. und den prächtig ausgestaffierten Emporkömmlingen aus Burgund berichtet? Oder bei Machiavelli, der in seinen »Discorsi« erzählt, wie es Francesco Soderini mit dem Anlegen seiner bischöflichen Gewänder gelang, einen Volksaufstand in Florenz zu beruhigen? Warum nicht gleich zurück ins Alte Ägypten? Daß Kleider Leute machen, ist im deutschen Sprachraum ja spätestens seit Gottfried Keller geradezu sprichwörtlich.

Philip Mansel hat sich entschlossen, seine Geschichte der höfischen Mode mit dem Jahr 1660 anfangen zu lassen, in dem zwei barocke Könige ihren spektakulären Einzug in ihren Hauptstädten hielten: Ludwig XIV. in Paris und Karl II. in London. Er erzählt zunächst vom Aufstieg Frankreichs, dem Glanz des Sonnenkönigs und der Vorbildfunktion des Hofes von Versailles. Seinem Modediktat konnte sich Europa nicht entziehen. Doch der Kleiderluxus als Herrschaftsinstrument scheint nur in reichen und fest verankerten Monarchien zu funktionieren. Die neuen aufsteigenden Mächte demonstrierten die mit Gewalt errungene Autorität nicht nur durch ihre stehenden Heere, sondern auch durch ihre Uniform tragenden Herrscher: Karl XII., Peter der Große und Friedrich II. seien als Beispiele genannt. Während in Frankreich der zivile Charakter des Hofes den Glanz der herrschenden Klasse unterstrich, wurde andernorts der Dienst des Fürsten für den Staat in Szene gesetzt.

Kleidung sollte Identität in heterogenen Großreichen stiften, wurden diese nun von Istanbul oder Wien aus regiert. Sie konnte zugleich Ausdruck des nationalen Selbstbehauptungswillens sein wie in Polen, Ungarn und Schottland. Kleidung wollte eminent politisch sein: Während sich in England die Whigs und Tories noch einem friedlich kostümierten Wettstreit hingaben, trafen in den französischen Generalständen 1789 nicht nur Modepuppen aufeinander. Die richtige Kleidung wurde im Zeitalter der Revolution rasch zur Glaubens- und Überlebensfrage. Eine erste Beruhigung trat hier mit Napoleon ein. Ihm folgte die Restauration. Die goldüberladene Uniform des Staatsdieners – sei er Zivilist oder